



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

Energie et transition énergétique - Vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie - Approbation - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique, dite « *loi POPE* », a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique, carburants) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités.

Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie, dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) Cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des CEE depuis juillet 2012 à la suite de la délibération n°10619 du 30 janvier 2012. Elle dépose sur la plateforme EMMY dédiée, en son nom propre et pour le compte des communes qui le souhaitent, les CEE liés aux travaux réalisés par elle-même et les communes sur leurs patrimoines, bâtiments et espaces publics.

Sur le dossier déposé en 2018, 31 025 716 kWh Cumac ont été délivrés par le Teneur du Registre National des CEE auxquels viennent s'ajouter un encours de 1 580 835 kWh Cumac.

Les travaux réalisés en 2018 ont concerné la rénovation d'éclairage public pour la Métropole, des travaux de remplacement de luminaires intérieurs par des modules LED pour les communes de Castries, Sussargues et Vendargues et des travaux de changement de fenêtres avec vitrage isolant pour la commune de Fabrègues.

Il est proposé de mettre en vente ces certificats via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Économie d'Énergie et de retenir la meilleure offre proposée. **Le montant est estimé entre 0,8 et 0,9 centime d'euro par kWh Cumac, soit une somme totale espérée entre 260 000 et 290 000 € répartis comme suit entre la Métropole et les communes au prorata des kWh Cumac :**

- Montpellier Méditerranée Métropole : entre 258 600 € et 291 200 €
- Sussargues : entre 1 200 € et 1 400 €
- Fabrègues : entre 400 € et 440 €
- Vendargues : entre 380 € et 430 €
- Castries : entre 250 € et 290 €

Les sommes collectées par la Métropole seront reversées aux communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de vente au plus offrant de la totalité de ses CEE disponibles, représentant 32 606 551 kWh Cumac ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105606-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.